

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 24/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GEPEIF STATION EPUR. DES INDUS

RUE DESCARTES
69190 Saint-Fons

Références : UDR-CRT-25-015-AC
Code AIOT : 0006103723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement GEPEIF STATION EPUR. DES INDUS implanté Rue Descartes 69190 Saint-Fons. L'inspection a été annoncée le 13/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEPEIF STATION EPUR. DES INDUS
- Rue Descartes 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006103723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GEPEIF est une station de traitement des eaux résiduelles provenant des usines SPECIALTY

OPERATIONS (Syensqo), NOVACYL (Sequens) et Polytechnyl (DOMO) de Saint-Fons. Il traite également, dans des volumes moindres, des effluents reçus par citerne en provenance de la région. Le fonctionnement de ce site est encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prélèvements en eau	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Collecte des eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 03/06/2019, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Contrôles périodiques du bruit	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 2.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.2.6	/	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.9.1	/	Sans objet
7	Stockages des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 5.3.2.2	/	Sans objet
8	Elimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 5.3.1.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 21 janvier 2025 avait pour objectif de vérifier la conformité du site au porter à connaissance "Déshydratations des boues" de novembre 2024. Ce projet consiste à installer une centrifugeuse sur le site pour augmenter la siccité des boues d'épuration et permettre leur envoi

vers des filières de traitement de déchets. Il vient en réponse à l'arrêt de la prise en charge des boues par l'incinérateur de la station d'épuration urbaine de Saint-Fons, arrêt effectif depuis le 1er janvier 2025. Cette inspection a également porté sur la conformité du site par rapport aux exigences applicables en matière de consommation d'eau, de bruit et de confinement des eaux potentiellement polluées à la suite d'un accident ou d'un incendie.

Il ressort de cette inspection que le GEPEIF exploite son installation de traitement des boues conformément à son porter à connaissance. Compte tenu de l'évolution de l'approvisionnement en eau industrielle du site, une mise à jour des prescriptions relatives aux prélèvements en eau est attendue. Des actions sont également attendues afin d'assurer le confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'accident ou d'incendie et le respect des niveaux de bruit du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 05/07/2024
Prescription contrôlée : <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p><u>Demande n° 4 du rapport de la visite d'inspection du 14/03/2024 (UDR-CRT-2024-037-AC) :</u> afin de s'assurer de la bonne conservation des prélèvements, l'exploitant met en place un suivi de la température des enceintes réfrigérées destinées à conserver les prélèvements à une fréquence adaptée. Il vérifie également la température indiquée par les préleveurs automatiques et les enceintes réfrigérées à une fréquence adaptée.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté le suivi des températures mis en place : les températures sont relevées quotidiennement sur le préleveur d'échantillon et sur le réfrigérateur destiné à la conservation</p>

des échantillons. L'Inspection a constaté la présence effective d'un thermomètre indépendant étalonné sur le préleveur automatique.

Les éléments présentés permettent de clore la demande n°4 du rapport de la visite d'inspection du 14/03/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.1.1

Thème(s) : Situation administrative, Origine des approvisionnements en eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit maximal horaire	Débit maximal journalier
Réseau du Grand Lyon sortie STEP de Saint-Fons	850 000 m ³ /an		
Eaux souterraines	850 000 m ³ /an	100 m ³ /h	2300 m ³ /jour

Constats :

L'extraction des données de la base GEREP réalisée en amont de l'inspection est la suivante :

- 2023 : 720 013 m³ d'eaux souterraines / 246 638 m³ d'eau de réseau Grand Lyon en sortie de la STEP de Saint-Fons
- 2022 : 212 069 m³ d'eaux souterraines / 911 681 m³ d'eau de réseau Grand Lyon en sortie de la STEP de Saint-Fons
- 2021 : 169 385 m³ d'eaux souterraines / 1 299 275 m³ d'eau de réseau Grand Lyon en sortie de la STEP de Saint-Fons.

La consommation d'eau potable n'est pas déclarée dans la base GEREP.

Dans les compléments relatifs au réexamen IED transmis en 2022, une demande de mise à jour de la répartition des débits de prélèvements d'eau industrielle était demandée :

- Réseau du Grand Lyon sortie STEP de Saint-Fons : 1 500 000 m³/an ;
- Eaux souterraines : 200 000 m³ /an ; 22,5 m³/h ; 540 m³ / jour.

L'exploitant a indiqué que le réseau d'eau du Grand Lyon constituait la source principale d'approvisionnement en eau du site. L'eau souterraine fournie par le site d'Elkem est utilisée pour

la préparation des réactifs nécessaires au fonctionnement de la station, la lutte incendie, le fonctionnement de l'unité de déshydratation des boues. En 2023, une contamination bactérienne de l'eau du réseau Grand Lyon avait contraint le GEPEIF à stopper l'utilisation de cette eau au profit de l'eau industrielle fournie par le site d'Elkem, afin de protéger l'activité biologique des bassins de traitement.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la consommation en eau potable du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 1 : l'exploitant transmet les éléments nécessaires à l'actualisation des prescriptions relatives aux prélèvements en eau industrielle et en eau potable autorisés pour le site (origine, volume, localisation des points de prélèvement).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.2.6

Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux

Prescription contrôlée :

Un système (arrêt de l'alimentation des bassins ou autre) doit permettre l'arrêt du rejet des eaux traitées. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

En cas d'anomalie de fonctionnement constatée, le GEPEIF peut couper l'alimentation des bassins biologiques en fermant les vannes présentes entre le bac tampon et la fosse de répartition situés en amont des bassins biologiques. La circulation entre bassins se faisant par gravité, la fermeture de cette vanne stoppe l'alimentation des bassins biologiques et le débit d'effluents traités en sortie du GEPEIF. Une vanne est également présente en sortie du GEPEIF.

En cas d'arrêt de la station, le GEPEIF dispose d'une marge au niveau du bac tampon permettant de temporiser l'arrêt de la réception des effluents des plateformes DOMO et Specialty Operations. Une fois cette capacité atteinte, le GEPEIF coupe l'arrivée des effluents en provenance de ces plateformes. La plateforme de Specialty Operations dispose de bassins permettant de stocker ses effluents. La plateforme de Domo est limitée en capacité de stockage sur son site et peut tenir environ 4H avant de devoir stopper ses activités.

L'exploitant a présenté les procédures relatives à la gestion des pollutions accidentelles et au suivi environnemental en cas de pollution, ainsi que les derniers contrôles réalisés sur les différentes vannes d'arrêt. Aucune anomalie n'a été constatée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Collecte des eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2019, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux en cas de pollution accidentelle
Prescription contrôlée : La station du GEPEIF est tenue de mettre en place la solution technique répondant aux objectifs de l'article 2 avant le 31 décembre 2020.
Constats : L'exploitant a indiqué que la solution technique retenue, à savoir la mise en place d'une cuve de 350 m ³ , n'avait pas été mise en œuvre compte tenu de son coût et des autres investissements réalisés. Il a proposé la solution alternative suivante : en cas d'incendie sur le GEPEIF, les eaux d'extinction seront collectées soit dans le réseau des eaux susceptibles d'être polluées et renvoyées en tête de station pour traitement, soit dans le réseau de collecte des eaux pluviales rejeté au milieu naturel, Dans le premier cas, le rejet de la station peut être stoppé (voir constat n° 3). Dans le deuxième cas, la PIPS, chargée d'intervenir sur le site, dispose de systèmes d'obturation pouvant être déployés pour isoler le réseau de collecte des eaux pluviales du milieu naturel. L'Inspection note que la solution d'obturation présentée en séance ne permet pas de répondre à l'article 4.10.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 2017, à savoir "les organes de commande permettant l'obturation doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance". Elle s'interroge également quant à la capacité du réseau de collecte des eaux pluviales à contenir la totalité du volume des eaux d'extinction dimensionné par le GEPEIF en 2019, à savoir 305 m ³ , et l'intégrité de ce réseau (présence de fissures par exemple). Cette solution, telle que présentée, pourrait être envisagée comme une mesure compensatoire dans l'attente de la mise en œuvre de la solution technique retenue par l'exploitant et transmise à l'Inspection en 2020.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°2 : l'exploitant transmet les éléments justifiant que la solution technique alternative répond aux objectifs de l'article 2 de l'arrêté du 3 juin 2019 et aux exigences de l'article 4.10.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Contrôles périodiques du bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : La mesure des émissions sonores est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. L'exploitant doit faire réaliser au minimum tous les trois ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié à cet effet. Le choix de cette personne ou organisme ainsi que les emplacements des points de mesure sont soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport provisoire des mesures réalisées les 15 et 16 janvier 2024, suite au démarrage de l'installation de déshydratation des boues, et le comparatif avec les résultats de la campagne réalisée les 22 et 23 octobre 2024.</p> <p>En période diurne, l'ensemble des mesures aux points situés en limite de propriété et en ZER sont conformes aux valeurs limites. L'installation de traitement des boues fonctionnant uniquement en journée, ces résultats montrent l'absence d'impact de l'installation de traitement des boues sur le bruit généré par le GEPEIF.</p> <p>En période nocturne, les mesures ne sont pas conformes pour les points situés en limite de propriété P4 (limite est du site) et P5 (limite sud du site mitoyen avec la STEP de Saint-Fons) en octobre 2024. L'exploitant a suspecté une marche dégradée des turbines dans les bassins biologiques et a arrêté les 2 turbines identifiées. Les mesures réalisées en janvier montrent un impact de l'arrêt de ces turbines sur le bruit en période nocturne puisque la mesure au point P4 est conforme. La mesure du bruit reste cependant non conforme au niveau du point P5. Des dépassements sont régulièrement constatés aux points P4 et P5 depuis 2009.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 3 : l'exploitant transmet le rapport de la campagne de mesures du bruit réalisée en janvier 2025 et une étude des mesures correctives à mettre en place pour permettre le respect des émissions sonores en limite de site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.9.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions accidentelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement direct de matières qui seraient susceptibles, par leurs caractéristiques ou leur quantité, d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.</p> <p>PAC p.43 : Le bac épaisseur est équipé d'un trop plein qui en cas de surremplissage est renvoyé en amont de la STEP. Le bac d'homogénéisation est équipé deux niveaux indépendants qui par atteinte du seuil haut arrêtent la pompe d'envoi du bac épaisseur vers le bac d'homogénéisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La conduite de l'installation de traitement des boues est assurée uniquement en journée par du</p>

<p>personnel dédié. Le caisson d'homogénéisation des boues dispose de 2 niveaux d'alarme : un niveau haut qui stoppe la pompe d'envoi des boues depuis l'épaississeur, un niveau très haut qui ferme la vanne d'isolement située entre l'épaississeur et le caisson d'homogénéisation. Le bac épaississeur dispose de deux systèmes de mesure (sonde piezo + bilame) associés à un niveau d'alarme haut qui entraîne l'arrêt des pompes d'extractions des boues en sortie des bassins de traitement et d'un trop plein qui renvoie les boues en tête de station. Toutes les actions mises en œuvre sont automatiques et ne nécessitent pas d'action de l'opérateur. L'exploitant a également présenté les rapports de test des alarmes.</p> <p>L'ensemble des éléments présentés n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Stockages des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 5.3.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes précautions seront prises pour que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dépôts soient tenus en état constant de propreté, - les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs), - les dépôts ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols : à cet effet, les stockages de déchets seront réalisés sur des aires dont le sol sera imperméable et résistant aux produits qui y seront déposés ; ces aires, nettement délimitées, seront conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales seront récupérées et traitées, - les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs.
<p>Constats :</p> <p>Le caisson d'homogénéisation des boues et la centrifugeuse sont installées sur des bâches de rétention. Les deux bennes destinées au stockage des boues sont installées sur une zone perméable de gravier : des bacs de rétention ont été installés sous les portes des bennes pour récupérer les éventuelles égouttures.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'Inspection a pu constater que l'une des bennes présentait des fuites (goutte à goutte) uniquement au niveau de la porte de la benne et que le bac de rétention permettait bien de les collecter.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Elimination des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 5.3.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les boues provenant du traitement des eaux ne pourront être utilisées en agriculture que si elles sont conformes aux spécifications énoncées dans la norme NFU 44041 et sous réserve d'une autorisation spécifique ; dans les autres cas, elles devront être traitées comme des déchets</p>

industriels spéciaux et éliminées dans les conditions définies au point 5.3.4.3 ci-dessous.

Les boues issues de la station biologique sont envoyées par canalisation sur l'unité d'incinération de la station d'épuration urbaine de Saint-Fons.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport d'évaluation de la dangerosité des boues déshydratées (Séché, référencé 24-101117 du 21/11/2024). Ce rapport conclut à la non dangerosité des boues. L'exploitant indique que les boues seront classées sous le code déchet 19 08 12.

L'exploitant prévoit un flux de boues de 4600 à 5400 tonnes/an. En décembre 2024, 259 tonnes de boues déshydratées ont été envoyées vers les filières de traitement de déchets identifiées par l'exploitant. Les filières retenues actuellement sont l'incinération et le stockage de déchets dangereux mais des tests sont prévus avec d'autres filières.

Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.

L'article 5.3.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter sera mis à jour ultérieurement pour prendre en compte le caractère non dangereux des boues d'épuration.

Type de suites proposées : Sans suite